

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 08/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VAL DE LOIRE GRANULATS**

Le Bout de la Vallée Poiriou  
41330 Averdon

Références : 2024 / 309 - VAT20240157  
Code AIOT : 0010011580

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement VAL DE LOIRE GRANULATS implanté Les Chesnays, les Davières 37800 Nouâtre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAL DE LOIRE GRANULATS
- Les Chesnays, les Davières 37800 Nouâtre
- Code AIOT : 0010011580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de matériaux alluvionnaires

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/04/2014, article 2.4.3	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2014, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état du site consiste en un remblayage total de l'excavation pour retour à la cote initiale des terrains.  Une couche de terre végétale de 30 cm, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site.  Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.  Les stériles d'exploitation sont utilisés pour le remblayage de l'exploitation.  Un apport en matériaux inertes peut être utilisé pour la remise en état ; ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral est échu. Le jour de la visite il n'y a pas d'extraction sur le site et il a été constaté la présence : <ul style="list-style-type: none"><li>– d'un plan d'eau d'environ de 2,4 hectares non prévu dans la remise en état du site,</li><li>– des merlons toujours en place,</li><li>– un tas de déchets inertes devant servir aux remblaiements.</li></ul> La remise en état n'est toutefois pas finalisée ; un plan d'eau d'environ 2.4 ha subsiste sur le site. Selon les estimations, un volume de 80 000 m <sup>3</sup> est nécessaire pour procéder au comblement de ce dernier. Le remblaiement débutera par le sud du plan d'eau afin de "pousser" les eaux vers la surverse située au nord-est du site. Un dossier de porter à connaissance a été remis à l'inspecteur le jour de l'inspection. Ce dernier a par ailleurs été transmis au bureau de l'environnement de la Préfecture le 26 mars 2024.  <b>PdC1 : La remise en état n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation